



N°

/CS/CJ/S

**ORDONNANCE N°003/PCJ/CS DONNANT  
ACTE A Hervé ALLOTCHENOU DE SON  
DESISTEMENT DE POURVOI.**

Nous, Sourou Innocent AVOGNON, président de la chambre judiciaire de la Cour suprême ;

Vu l'acte de pourvoi n°010/EP-CA-Cot-19 du 06 décembre 2019 du greffe de la cour d'appel de Cotonou par lequel maître Bidossessi Saturnin AGBANI, conseil de Hervé ALLOTCHENOU a déclaré élever pourvoi en cassation contre toutes les dispositions de l'arrêt n°048/EP-CA-Cot/19 rendu le 12 novembre 2019 par la chambre civile de cette cour ;

Vu les lettres numéros 4972 et 4974/GCS du 27 août 2020 par lesquelles maître Bidossessi Saturnin AGBANI, conseil de Hervé ALLOTCHENOU a été invité à consigner dans un délai de quinze (15) jours, sous peine de déchéance et à produire son mémoire ampliatif dans un délai de deux (02) mois, conformément aux dispositions des articles 931 alinéa 1 et 933 de la loi n°2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes ;

Vu l'arrêt attaqué ;

Vu les conclusions n°017/PG-CS du 07 janvier 2021 du procureur général près la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu les pièces du dossier ;

Attendu que par acte n°010/EP-CA-Cot-19 du 06 décembre 2019 du greffe de la cour d'appel de Cotonou, maître Bidossessi AGBANI,





conseil de Hervé ALLOTCHENOU a déclaré élever pourvoi en cassation contre toutes les dispositions de l'arrêt n°048/EP-CA-Cot/19 rendu le 12 novembre 2019 par la chambre civile état des personnes de cette cour ;

Attendu que le dossier de la procédure régulièrement transmis à la Cour suprême a été enrôlé au greffe sous le n°2020-022/CJ-CM ;

Que par lettre n°551/20/BID/OF/Cot du 02 septembre 2020 enregistrée au greffe de la Cour suprême le 17 décembre 2020 sous le n°1573/GCS, maître Bidossessi Saturnin AGBANI, conseil de Hervé ALLOTCHENOU a saisi le président de la chambre judiciaire du désistement de Hervé ALLOTCHENOU du pourvoi formé contre ledit arrêt ;

Que par conclusions en date du 07 janvier 2021, le procureur général près la Cour suprême a conclu qu'il plaise à la Cour de lui donner acte de son désistement et de classer la procédure ;

Attendu qu'aux termes des dispositions de l'article 53 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême « *le désistement du pourvoi qui contient des réserves doit être accepté par le défendeur. Il en est de même lorsque le défendeur a préalablement formé un pourvoi incident.*

*Le désistement est déclaré parfait si la non-acceptation du défendeur ne se fonde sur aucun motif légitime.*

*Il emporte acquiescement au jugement ou à l'arrêt et également soumission de payer les frais de l'instance éteinte.*

*Le désistement est constaté par ordonnance du président de la chambre judiciaire.*

*Il est constaté par arrêt lorsqu'il intervient après le dépôt du rapport ou lorsque l'acceptation du défendeur, s'il est nécessaire, n'est donné qu'après ce dépôt. Cet arrêt équivaut à un arrêt de renvoi et entraîne, le cas échéant, l'application de l'article 15 dernier alinéa ci-dessus » ;*

Attendu qu'il résulte de ces dispositions que le demandeur peut se désister de son pourvoi ;





Que l'acceptation du défendeur au pourvoi n'est pas nécessaire s'il n'a pas élevé pourvoi incident ou si le désistement ne contient pas de réserve ;

Attendu que le présent pourvoi a été élevé dans les forme et délai de la loi ;

Qu'il convient de le déclarer recevable ;

Que par ailleurs, Hervé ALLOTCHENOU s'est désisté de son pourvoi avant le dépôt du rapport ;

Qu'il convient dès lors de lui donner acte de son désistement, de dire qu'il emporte acquiescement à l'arrêt attaqué qui sortira son plein et entier effet et d'ordonner le classement de la présente procédure ;

### **PAR CES MOTIFS**

**Article 1<sup>er</sup>** : Recevons en la forme le présent pourvoi ;

**Article 2** : Donnons acte à Hervé ALLOTCHENOU de son désistement de pourvoi ;

**Article 3** : Disons que ce désistement emporte acquiescement à l'arrêt n°048/EP-CA-Cot/19 rendu le 12 novembre 2019 par la chambre civile de la cour d'appel de Cotonou, lequel ressortira son plein et entier effet ;

**Article 4** : Mettons les frais à sa charge ;

**Article 5** : Ordonnons notification de la présente ordonnance au procureur général près la Cour suprême ainsi qu'aux parties.

Fait à Porto-Novo en notre cabinet, le 13 janvier 2021

**Le Président de la Chambre Judiciaire,**



**Sourou Innocent AVOGNON**